



ÇA NE PASSE PAS

Selon les discours officiels, le PAS va bien se PASser. La réalité est d'ors et déjà un peu différente, notamment dans les Centres De Contacts (CDC). Au CDC du Mans soumis à un fort turn-over des agents qui n'y restent qu'un an en moyenne (faut dire que c'est très moyen en termes de conditions de travail), il y a actuellement 15 nouveaux agents en formation à l'ENFiP. Problème, ce sont 1 200 appels par jour qui arrivent au standard ! Le CDC étant ainsi débordé, c'est « tout naturellement » que la Direction de la Sarthe a demandé aux collègues des SIP d'aller répondre au téléphone au CDC ! Deux volontaires et un EDR y sont allés mais pour autant le CDC ne répond plus au E-Contact ! Au niveau national, la situation est similaire si bien que l'ouverture du CDC d'Angers qui devait avoir lieu le 01 octobre a été anticipée au 18 septembre. Au passage les représentant.es du personnel n'ont été ni prévenu.es ni consulté.es et les collègues y étant affecté.es ont eu le droit à une « formation accélérée ». Pas sûr que la gratuité du numéro d'appel revenue comme par magie dans ce contexte trouble ne suffise à faire passer la pilule auprès des usagers. Décidément, nous allons avoir droit à un véritable feuilleton avec le PAS. RDV au prochain épisode !

LOBBY AMIANTE

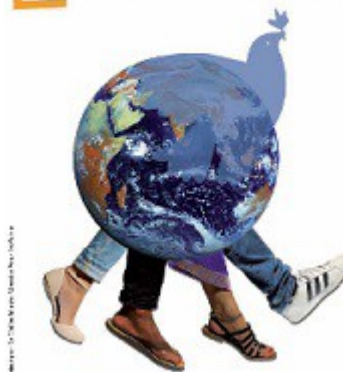
Alors que l'Agence de protection environnementale États-Unienne a autorisé cet été la fabrication de nouveaux produits contenant de l'amiante, substance cancérigène avérée pour l'homme, ça ne bouge pas sur ce dossier au niveau de l'État employeur en France. **Pour être plus précis, le dossier recule !** Après avoir traîné pour reconnaître un tant soit peu le préjudice des personnels exposés, les représentant.es de l'État essaient de revenir sur les quelques avancées obtenues de haute lutte. Ainsi plusieurs médecins de Bercy semblent remettre en cause le suivi médical Tripode (plusieurs remarques récentes sur l'anormalité du scanner tous les 5 ans) et transforment le recours à la commission de réforme de Centrale en arme contre nos collègues qui déposent des dossiers de reconnaissance de maladies. Tout dans le fonctionnement décrit est à l'encontre des droits des agents, dans la suite du logique du très partial rapport de l'IGAS. L'intersyndicale Finances reviendra à la charge lors du CHSCT spécial Amiante de la semaine prochaine. Il ne faut rien lâcher !

PEUR DU SYNDROME FRANCE TELECOM

C'est sans doute la brutalité et l'ampleur de l'attaque qui vient contre la DGFIP (emplois, missions, structures) qui conduit nos « managers » à mettre en place une « **structure d'écoute** » **des personnels à compter du 3 octobre prochain !** « Ce service téléphonique gratuit, disponible 24h/24 et 7j sur 7, offrira aux agents un lieu d'écoute privilégiée pour aborder toute difficulté d'ordre professionnel et/ou personnel. Il permettra également aux managers de disposer d'une offre de conseils ». Gageons que cet outil d'accompagnement de la catastrophe sociale servira avant tout de pare-feu à toute poursuite en justice des « responsables ». Pour la CGT, le seul vrai remède à la désespérance sociale, c'est la lutte collective, dans la joie et la fraternité. Alors faisons les reculer !

MARCHONS POUR LA PAIX

Partout en France :
Samedi 22 Septembre 2018
Marchons pour la Paix !
Dans le cadre de la Journée Internationale de la Paix



Face à une situation internationale particulièrement inquiétante, avec une montée des actes et des discours va-t'en-guerre, nationalistes, xénophobes et anti-migrants, la CGT 44 a décidé de s'inscrire résolument dans les actions prônant le règlement pacifiste des conflits, portant des solutions

démocratiques, sociales et solidaires. Pour ramener nos « irresponsables » à la raison, **RDV samedi à Nantes à 13h45 devant le monument des 50 Otages.**

PORTUGAL, LA BONNE RECETTE ?

Augmentation des salaires, mais aussi des pensions de retraite et des allocations familiales, la méthode qu'applique la coalition de gauche au Portugal depuis 2015 pour sortir de la crise est à rebours des recettes préconisées par les créanciers. Et pourtant, ça paye. Cette année, le pays a fait fondre son déficit budgétaire bien en deçà des 3 % imposés par Bruxelles. Idem pour le taux de chômage, qui est passé de 11,1 % en 2016 à 7,9 % deux ans plus tard. Cerise sur le gâteau, le pays affiche une croissance annuelle de + 2,3 %.

